

# La tarification du carbone : une perspective parlementaire



**Présidente Jennifer Simons  
Assemblée nationale (Suriname)**

# Les parlements doivent être impliqués dans toutes les discussions internationales sur des questions importantes concernant les citoyens de leur pays



- Le rôle des parlements dans l'agenda international :
  - Élaborer les **cadres juridiques et politiques nécessaires pour atteindre les engagements** adoptés par les États dans des espaces multilatéraux
  - **Approuver le budget national** pour garantir que l'affectation des ressources et postes budgétaires reflète les priorités établies dans les accords internationaux adoptés
  - **Suivre et surveiller l'exécution des engagements pris**
  - **Les parlements ratifient des conventions et accords internationaux** et mettent les législations nationales en conformité avec ces instruments
  - Enfin, les **parlements présentent les opinions des citoyennes et des citoyens** et des organisations de la société civile dans les processus décisionnels

# ParlAmericas représente les parlements d'Amérique et des Caraïbes à la conférence



- Notre région :
  - Comporte certains des pays les plus riches et les plus pauvres
  - Comporte certains des plus grands pays et populations, et certains des plus petits
  - Est la plus verte en termes de zone forestière totale (Brésil) et de pourcentage de couverture forestière (Suriname)
  - Certains sont des émetteurs nets de carbone et d'autres des puits nets de carbone
  - Tous courent des risques mais certains courent actuellement un grand danger immédiat
- Il faut préciser que les questions de mécanismes de tarification du carbone **ne pourraient pas fonctionner de la même manière dans tous ces pays**
- Les parlements doivent **aborder ces questions, problèmes et défis** du changement climatique en fonction de leur pays respectif
- Les activités de ParlAmericas permettent aux parlements d'échanger des idées et des expériences, de rassembler les informations et de se former sur les questions du changement climatique et plus précisément sur l'outil de la tarification du carbone

# La tarification du carbone et les parlements



- Si cela est bien fait, mettre un prix sur les émissions de carbone (et autres GES?) peut être un moyen très efficace d'atteindre la réduction des émissions nécessaire pour que le monde demeure habitable pour tous. Le mécanisme dont nous parlons est un mécanisme de marché
- Les parlements auront un rôle important dans l'évaluation des mécanismes de tarification du carbone pour définir s'ils sont adaptés aux réalités sociales, économiques et environnementales de leur pays
- Il faut créer les mécanismes de surveillance et les systèmes de comptage solides nécessaires au fonctionnement de la tarification du carbone au niveau national ou en coopération avec des partenaires internationaux et il est évident que les parlements participeront à ce processus
- Les parlements ont fait part de certaines questions ou problèmes concernant les mécanismes de tarification du carbone, de plafonnement et de taxe au carbone, et sur leurs effets sur les faibles ou petites économies ou sur les pays qui sont des puits nets de carbone

# Défis :

## Appui et capacité techniques et financiers



- La plupart des États des Caraïbes ne sont pas bien informés et n'ont pas assez d'expertise pour prendre des décisions en matière de tarification du carbone en général, et plus particulièrement sur les questions techniques associées aux marchés du carbone, au sein de leur pays ou avec des entreprises et partenaires internationaux
- Des pays ont exprimé un besoin d'être **formés sur le sujet**
- La coopération sera fondamentale pour créer ou renforcer des systèmes de mesure, de publication et de vérification (MRV)
- Il existe des questions sérieuses sur la façon dont **les petits pays pourront négocier avec de grandes entreprises internationales**. Les expériences précédentes n'ont pas toujours été positives
- Surtout, certains pays ne considèrent pas la réduction des émissions ou la tarification du carbone comme une priorité actuelle. La plupart de ces pays ont également un **faible potentiel d'atténuation** et des **économies faibles** car de graves **catastrophes ont fortement entravé leur développement**
- Une **approche sous-régionale** globale est en cours de considération mais, encore une fois, il sera nécessaire d'informer et de former sur le sujet

# Questions et problèmes :

## Commerce du carbone et objectifs pour le climat



- La tarification du carbone telle qu'elle est proposée au niveau national ou entre les parties **promouvra le commerce du carbone**, qui vise directement la réduction des émissions, mais l'augmentation et la protection des puits de carbone naturels ne sont pas prévues directement par ce mécanisme, qui les anticipe plutôt comme un effet indirect
- La séquestration de carbone est un service et si la technologie était développée pour retirer activement le carbone de l'air, l'entreprise serait payée pour ses services. Pourquoi n'y a-t-il pas de moyen de payer pour la capacité naturelle de séquestration? Cela implique que les forêts sont en compétition avec les mines d'or et d'argent et les plantations d'huile
- **Quel devrait-être le prix des unités de carbone?** Cela dépend grandement des taxes et des plafonds de carbone que les pays imposent volontairement, mais il n'y a pas d'uniformité et le prix varie donc fortement entre quelques dollars la tonne et plus de 200 dollars US. À cause de cela, il est encore plus difficile pour les pays en développement d'utiliser ce mécanisme

# Questions et problèmes



- Il existe **d'autres types de gaz à effet de serre**. Comment seront-ils pris en charge par un mécanisme de tarification?
- Y aura-t-il une réglementation sur les taxes et les plafonds de carbone afin d'obtenir un **prix plus prévisible** des unités de carbone?
- Ne devrions-nous pas inclure un **fonds international réglementé pour le climat** avec des pays et peut-être des multinationales qui contribueraient au fonds en fonction de leurs émissions et qui **recevraient des fonds en fonction de leur séquestration de carbone le cas échéant**? Cela devrait être une approche non marchande
- **Les pays en développement ont besoin d'être informés et soutenus pour identifier et accéder au financement pour le climat**

# Objectif ultime



- Nous devons empêcher que le réchauffement planétaire n'atteigne un point de non-retour
- En tant que parlementaires, nous voulons élaborer un plafond ou une taxe carbone solide pour mettre l'économie mondiale sur une trajectoire allant vers les grandes réductions des émissions nécessaires selon la science pour limiter certains des pires impacts du changement climatique
- Les mécanismes de tarification ne sont que des instruments, et s'ils ne sont pas correctement contrôlés et mis en place, nous pourrions terminer avec un système de commerce actif de carbone et de création d'argent ou d'épargne, mais avec peu ou aucun effet sur les émissions et les résultats catastrophiques pour le monde qui en découlent
- Nous avons besoin de changer de paradigme sur le fonctionnement de l'économie, nous avons besoin d'un véritable engagement et d'une action forte
- Il faut que les grands pollueurs du monde assument la responsabilité vite et efficacement. Mettre un prix sur le carbone et sur les services naturels des puits de carbone peut fortement accélérer et sauver notre avenir. Mais nous ne devons pas hésiter, il faut développer des systèmes transparents vraiment efficaces pour réduire rapidement l'effet des GES à travers la réduction des émissions et la promotion active de la séquestration naturelle de carbone